

Abolir l'esclavage de l'endettement

Partage international n° [118](#) - Juin 1998

par Patricia Pitchon

D'après de récentes études, quelque 800 millions de personnes, surtout en Asie et en Afrique, ne bénéficient pas d'une alimentation adéquate. Le tableau est même en train de s'assombrir, suite à la crise boursière et aux faillites monétaires dans le Sud-Est asiatique. Dans cette région, des milliers de sociétés font faillite et des millions d'individus perdent leurs moyens de subsistance [...]

Comparées à tous les milliards rapidement réunis par le FMI pour renflouer les économies sud-asiatiques, les initiatives pour venir en aide aux pays les plus pauvres, particulièrement en Afrique sub-saharienne, ne représentent pas grand chose. A ce jour, seulement quatre pays (le Burkina Faso, l'Ouganda, la Bolivie et le Guyana) sont en mesure de bénéficier d'un allègement de leur dette, suite à l'initiative lancée à grand bruit par la Banque mondiale en 1996.

Annulation de la dette : des conditions draconiennes

C'est que les conditions requises sont draconiennes : les pays doivent s'engager dans une restructuration économique, administrative et politique (appelée « ajustement structurel ») pendant une période de trois ans. L'exigence d'une meilleure transparence et d'un accroissement du sens des responsabilités va dans le bon sens, mais le fait de rompre les barrières commerciales et d'ouvrir des économies déjà vulnérables a provoqué des résultats mitigés dans certains pays où l'on s'aperçoit que les pauvres deviennent encore plus pauvres. C'est là une variante de la recette bien connue qui vise à établir la stabilité monétaire en provoquant l'appauvrissement d'une partie significative de la population. Dans de nombreux pays, le prix de l'alimentation a augmenté par rapport au salaire du travailleur moyen. On estime que les pauvres privés de terres doivent consacrer jusqu'à 80 % de leurs revenus à leur seule alimentation.

Un problème de répartition

Ce sombre tableau est en contraste avec un récent

rapport, *The World Food Outlook* (Perspectives de l'alimentation mondiale), rédigé par deux membres de la Banque mondiale et un universitaire australien. Ce rapport contredit les prédictions alarmistes d'il y a quelques années, selon lesquelles on pouvait s'attendre à une pénurie mondiale de denrées alimentaires. Il est remarquable de constater qu'en dépit de l'augmentation de la population mondiale nos capacités ont suivi le rythme de l'explosion démographique. Toutefois, le rapport n'aborde guère la démarche à suivre pour organiser une redistribution efficace des surplus vers les zones qui ont en besoin. Certains analystes ont souligné le fait que l'introduction dans le tiers monde de denrées alimentaires bon marché pouvait déprécier les prix des produits locaux, au détriment des cultivateurs. C'est exact, mais le fait est que les mécanismes actuels conduisent à la situation absurde qui veut que, bien que les ressources alimentaires mondiales soient suffisantes, des millions d'individus souffrent de la faim.

Redistribuer la terre

On sait maintenant que de nombreuses causes se cachent derrière la pauvreté et la faim, mais ces causes ne nous sont pas inconnues. Ainsi, on sait qu'une réforme structurelle de la propriété foncière pourrait améliorer la situation dans de nombreux pays du tiers monde. Les grands bailleurs de fonds internationaux imposent de profondes réformes au sein de nos sociétés, mais ils gardent un étrange silence sur les questions de propriété de la terre. Vers le début des années 1980, 4 % des grands propriétaires terriens du monde contrôlaient la moitié des terres céréalières mondiales. Dans 83 pays pauvres, 3 % des propriétaires terriens possèdent ou contrôlent 80 % des terres. En Asie, entre un tiers et la moitié de la population rurale ne possède aucune terre. Pourtant, en termes de productivité par hectare, la plupart des petits fermiers sont plus performants que les grands. Au Brésil, au Chili et en Argentine, la productivité par hectare des petites exploitations familiales est plus de huit fois supérieure à celle des fermes plus importantes ; en Colombie, elle est 14 fois supérieure. Mais 58 % des petits propriétaires doivent se contenter de 8 % des terres cultivables mondiales. Il en ressort évidemment qu'une redistribution de la terre pourrait améliorer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance, tout en freinant la migration vers les villes où les pauvres

vivent dans la précarité et le sous-emploi.

Diversifier les productions locales

L'Occident ne semble guère gêné par cette situation. Les multinationales, en particulier celles qui cherchent à contrôler la chaîne alimentaire dans sa globalité, de la plantation et de la récolte jusqu'au traitement des aliments, à l'emballage et à la vente, voient d'un mauvais œil les propositions qui tendent à améliorer l'autosuffisance des populations rurales pauvres. Le système économique actuel basé sur le marché libre crée également des situations où, pour des raisons financières, de nombreux agriculteurs se consacrent uniquement à la culture d'exportation (incités à la faire par certaines banques internationales). Non seulement ce manque de diversité locale réduit l'autosuffisance des agriculteurs, mais il les fragilise face aux fluctuations de cours sur les marchés mondiaux. Au cours des dernières années, la tendance des prix était à la baisse. La diversité de la production locale est indispensable, mais ceux qui détiennent le pouvoir dans les pays riches y sont souvent réticents, semblant souhaiter que le tiers monde reste soumis et dépendant.

L'esclavage de l'endettement

Les inondations, la sécheresse, les fléaux qui détruisent les récoltes, et les guerres civiles jouent également leur rôle. Mais les guerres civiles sont souvent la conséquence de graves déséquilibres socio-économiques maintenus ou amplifiés par certaines politiques.

La persistance de la pauvreté est également due en partie à l'inadaptation des systèmes de crédit, qui contrecarrent le développement des « micro-crédits ».

En fin de compte, de nombreux pays subissent une forme moderne d'esclavage, à savoir l'esclavage de la dette. Selon les estimations du Programme des Nations unies pour le développement, l'annulation de la dette extérieure des pays les plus pauvres du monde permettrait de sauver la vie de 21 millions d'enfants, avant la fin du millénaire. La Tanzanie, par exemple, doit consacrer plus d'un tiers de ses richesses au seul remboursement de sa dette extérieure. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne ont seulement réussi à rembourser les intérêts, sans jamais arriver à réduire la dette elle-même. En Occident, les organismes de crédits internationaux semblent tirer parti du système, ne laissant pas les pays s'effondrer complètement (en s'assurant de leur capacité de paiement des intérêts)

mais veillant à ce que les dettes ne puissent jamais être remboursées non plus. A l'échelle d'un pays, ce système engendre une situation de « travail forcé », situation dans laquelle les travailleurs restent endettés toute leur vie, contraints de travailler afin de tout simplement se maintenir en vie, sans gagner rien d'autre que leur nourriture. Aucun progrès n'est possible si l'on est réduit à honorer les intérêts d'une dette, sans que la dette soit elle-même diminuée. Telle est la situation que connaissent quelque 40 pays d'Afrique noire.

Créer un organisme international de redistribution

Par des campagnes de sensibilisation, [...] une prise de conscience de l'opinion publique peut inciter les pays les plus riches à annuler les dettes qui paralysent les pays les plus pauvres. D'autres initiatives allant dans ce sens n'ont jamais abouti ou avancent trop lentement. L'une de ces initiatives prévoyait la vente par le FMI de ses réserves d'or ; mais le Japon et l'Allemagne s'y sont opposés. Assez étrangement, les Etats-Unis ont également fait preuve d'un manque d'initiative. Certains effets d'annonce semblaient plutôt destinés à calmer le mécontentement croissant de l'opinion publique qu'à déboucher sur des actions concrètes. Le décalage est grand entre les annonces d'allègement de la dette et la réalité. Peut-être espère-t-on que le public s'endormira et qu'il se désintéressera de la suite donnée aux promesses. Outre l'extension du micro-crédit et la restructuration de la dette, il faudra mettre sur pied des mécanismes de redistribution alimentaire. De nombreuses études montrent qu'une grande quantité de nourriture est perdue par manque d'infrastructures pour la transporter et la stocker correctement. Ceci étant, *le principal objectif doit être d'alimenter la population à l'heure d'aujourd'hui, quelles que soient les insuffisances actuelles.*

Il paraît malheureusement évident que le marché, livré à lui-même, ne peut assurer ce résultat. La solution est manifestement de créer une agence alimentaire internationale chargée d'acheminer la nourriture vers les zones qui en ont besoin, avec comme mission spécifique de mettre un terme à la faim et à la famine en l'espace de quelques années. Le droit à la vie elle-même doit devenir la plus haute priorité.

Auteur : Patricia Pitchon, autrefois journaliste au quotidien colombien El Tiempo. Aujourd'hui basée à Londres, elle est journaliste indépendante.

Egalement psychothérapeute, elle travaille avec les réfugiés.

Thématiques : [Société](#), [environnement](#), [Économie](#)
Rubrique : [Divers](#) ()